

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEXANS FRANCE

29 rue des Jarretières
BP 38, 42160 Andrézieux-Bouthéon

Références : UID4243-DSSP-025-373

Code AIOT : 0006104922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2025 dans l'établissement NEXANS FRANCE implanté 29, rue des Jarretières BP 38 42160 Andrézieux-Bouthéon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXANS FRANCE
- 29, rue des Jarretières BP 38 42160 Andrézieux-Bouthéon
- Code AIOT : 0006104922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Nexans a été rachetée par le groupe Linxéo. Elle fabrique des câbles électriques (cordon, enrouleur, câble immergé, photovoltaïque, etc.) en utilisant notamment des procédés d'extrusion et de vulcanisation.

Actes administratifs :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 14/03/2000
- arrêté préfectoral complémentaire du 05/05/2021

Le site est sous le régime procédural de l'autorisation. S'appliquent également notamment :

- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27/12/2013 (enregistrement sous la rubrique n° 2661)
- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27/07/15 (déclaration sous la rubrique n° 2560 : applicable au 1er janvier 2016)

- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14/01/00 (déclaration sous la rubrique n° 2662)
- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 03/08/18 (déclaration sous la rubrique n° 2910)
- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14/12/13 (déclaration sous la rubrique n° 2921)
- les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à la rubrique n° 4510

Thèmes de l'inspection : AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Données de prélèvement : compteur	Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 4.1.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés	Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 4.1.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Sobriété hydrique	Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 4.1.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Sécheresse - respect des restrictions applicables	Arrêté Préfectoral du 21/05/2025, article annexe 5	Demande d'action corrective,	3 mois
10	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 05/10/2021, article 7.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Prévention de la légionellose	Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 9.4	Demande de justificatif à l'exploitant,	1 mois
12	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R512-68	Demande de justificatif à l'exploitant	
13	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Demande d'action corrective,	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Obligations déclaratives - GERP	Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4	Sans objet
6	Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3	Sans objet
7	Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local	Arrêté Préfectoral du 21/05/2025, article DT-25-0299	Sans objet
9	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection révèle des lacunes concernant différentes thématiques : la connaissance des réseaux, la gestion de l'eau (sobriété, gestion des eaux d'extinction incendie), la gestion du bruit et la conformité administrative. L'exploitant doit fournir rapidement des justificatifs et des calendriers pour plusieurs actions de mise en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),• les secteurs collectés et les réseaux associés,• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : <p>Mise à disposition du plan des réseaux :</p> <p>L'exploitant explique que la nécessité d'établir une convention de rejet inexistante jusqu'à présent a induit la mise en œuvre d'une investigation concernant les réseaux d'évacuation car il n'a pas retrouvé de plan de ces derniers parmi ses archives. L'entreprise de géodétection (SAS Alpha CD) est intervenue sur site pour réaliser les relevés et a fourni d'une part un rapport concernant les études menées en mars et avril 2025 et d'autre part le plan des réseaux su site.</p> <p>Le jour de la visite, le plan des réseaux est présenté mais les personnes présentes n'en ont pas la maîtrise. Le rapport précise les études menées en intérieur et extérieur au niveau du réseau d'évacuation et de l'Alimentation en Eau Potable (AEP) : diagnostic et localisation des réseaux d'évacuation par le passage de caméras puis étude de la topographie du site.</p> <p>Exhaustivité :</p> <p>Le plan est clair et accompagné de légendes mais n'est pas exhaustif :</p> <ul style="list-style-type: none">- le séparateur d'hydrocarbures des eaux pluviales de voirie doit figurer sur le plan ainsi que l'emplacement des points de prélèvement pour les analyses,- La légende ne distingue pas les eaux usées industrielles des sanitaires. Il n'est donc pas possible de savoir si les réseaux des différents types d'effluent sont distingués et évitent toute dilution. <p>L'inspection précise qu'il sera nécessaire que le plan fasse apparaître l'ensemble des équipements visés par la prescription objet du présent point de contrôle et distingue les différents types d'effluents suivants ainsi que leur point de rejet :</p> <ul style="list-style-type: none">- Eaux Pluviales (EP) : milieu de rejet à confirmer.<ul style="list-style-type: none">• EP voiries,• EP toiture propre,- Eaux Usées industrielles : rejetées vers la station d'épuration gérée par Loire Forez Agglomération dont le point de rejet est à confirmer.

- **Eaux Usées sanitaires** : rejetées vers la station d'épuration gérée par Loire Forez Agglomération dont le point de rejet est à confirmer.

L'exploitant indique que le site est pourvu d'un séparateur d'hydrocarbures qui récupère au moins :

- les eaux pluviales de la zone de station de dépotage (cuve d'huile),
- les eaux remontées par la pompe vide-cave en provenance d'une source qui remonte sous le bâtiment industriel,
- éventuellement les eaux pluviales de la voirie destinées aux poids lourds (zone de chargement/déchargement).

Par ailleurs, dans son suivi de conformité, l'exploitant a constaté l'absence de moyen de rétention des eaux d'extinction incendie sur son site. L'exploitant indique que cette non-conformité a été prise en considération et a fait l'objet d'une investigation topographique mais le rapport précédemment cité ne fait pas l'objet de cette étude. Aucun autre justificatif n'est transmis à ce sujet.

Aussi, pour la mise en œuvre d'une rétention des eaux d'extinction incendie il évoque différents devis établis sans pour autant les présenter. Il précise que ce sujet sera abouti pour 2025/2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Transmettre les rapports d'investigations au sujet de la rétention des eaux d'extinction incendie et l'explication de la solution retenue,
- Transmettre un calendrier de mise en œuvre de la rétention des eaux d'extinction incendie,
- Mettre à jour le plan des réseaux selon les indications de l'inspection,
- Établir la convention de rejet,
- Déterminer de manière exhaustive quelles sont les zones de voiries qui sont traitées par le dispositif de séparateur d'hydrocarbures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Données de prélèvement : compteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 4.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance du prélèvement : compteur
Prescription contrôlée : [...] Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant indique que les volumes prélevés étaient remontés mensuellement par la société VEOLIA avant le 1er/01/2025. Depuis début 2025, les relevés n'ont pas été établis ni par le fournisseur ni par l'exploitant lui-même. En temps normal les résultats sont portés sur un registre numérique. L'exploitant aurait dû relever lui-même la consommation en eau de manière hebdomadaire conformément à l'article 4.1.1.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'ICPE. Sur la période estivale et en regard des relevés mensuels des années précédentes, sur le mois le plus consommateur, le débit prélevé est inférieur à 100 m ³ /j. Par ailleurs, une variation importante de consommation mensuelle est constatée entre la période hivernale (542m ³ au moins) / été (1829m ³ au plus). Il n'a pas été possible d'accéder au compteur le jour de l'inspection. Ainsi il n'a pas été possible de définir si les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Définir si les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur et le justifier - Relever la consommation d'eau hebdomadairement et porter ces résultats sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 4.1.1.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des volumes prélevables autorisés			
Prescription contrôlée : [...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :			
Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³/an)	Usages
Réseau d'eau public d'alimentation en eau potable	Commune d'Andrezieux-Bouthéon	25 000	Eaux de process (notamment TARs, vulcanisation) et usages sanitaires
<p>Le site dispose d'un point de raccordement au réseau d'alimentation d'eau industrielle. Les circuits de sprincklage sont alimentés en eaux industrielles par un circuit spécifique. Les prélèvements d'eau dans les milieux « eaux souterraines » et « eaux superficielles » sont interdits.</p>			
Constats : Masses d'eau de prélèvement : La zone hydrographique concernée dans l'arrêté cadre sécheresse est la zone LB1 - Fleuve Loire Amont. Limites autorisées par l'arrêté préfectoral : 25 000 m³/an. L'exploitant respecte les volumes prélevables autorisés pour ceux qui sont présentés dans le PSH : 2022 : 14911m³ 2023 : 12174m³ 2024 : 12456m³ Le Plan de Sobriété Hydrique indique la présence de 3 compteurs distinguant l'alimentation en eau potable (bureaux) de celle en eau potable usine et de celle en eau industrielle Sprinkler. La visite d'inspection n'a pas permis de vérifier l'effectivité de cette indication.			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - justifier la présence des 3 compteurs différenciant le prélèvement d'eau pour différents usages (emplacement et photographie), Observation : - indiquer dans le PSH les volumes annuels d'eau consommés sur une période plus longue : remonter jusqu'à 2010.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant			
Proposition de délais : 1 mois			

N° 4 : Obligations déclaratives - GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Obligations déclaratives - GEREP
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
Constats : Le besoin en eau de process industriel est satisfait par un raccordement à un réseau d'adduction d'eau potable (AEP). L'exploitant indique une consommation moyenne d'environ 12 000m ³ en moyenne sur les années 2023 et 2024 avec une variabilité importante entre l'été et l'hiver. Ce volume provenant d'un réseau d'adduction est inférieur à 50 000 m ³ / an. L'exploitant n'est donc pas tenu de le déclarer sur GEREP. L'exploitant précise que le rejet est raccordé au réseau communal des eaux usées sans plus de détail pour l'instant en l'attente du nouveau plan. En regard du volume d'eau consommé, le volume rejeté est également inférieur 50 000 m ³ / an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 4.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion économe de l'eau - dispositions prises de manière pérenne
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.
Constats : L'exploitant indique que les prélèvements sont déjà réduits au minimum. Toutefois l'eau pluviale n'est pas réutilisée et ce sujet pourrait être mis à l'étude. L'exploitant a établi un questionnaire "sécheresse" le 31/07/2025 après sollicitation de la DREAL pour effectuer une demande d'exemption aux restrictions générales de l'arrêté cadre départemental sécheresse du département de la Loire. Avant cette date, il indique avoir oublié d'effectuer cette demande d'exemption. L'exploitant présente le Plan de Sobriété hydrique mis à jour le 08/08/2025. Ce dernier indique que la consommation a été diminuée de 20 % depuis 2018. Le ratio quantité d'eau consommée/quantité de câble produit n'est pas présenté. Par ailleurs, sans pouvoir préjuger de l'amélioration du process, l'inspection note depuis de nouvelles diminutions de consommation d'eau au fil des années. L'exploitant donne les précisions suivantes pour l'année 2021 : diminution du renouvellement en eau des deux bassins TAR (circuit fermé). Une nouvelle diminution d'environ 2000m ³ en 2022 est constatée, mais il n'est pas mis en lien les modifications réalisées le jour de l'inspection. L'exploitant doit en rechercher les raisons. L'exploitant indique la mise en service d'une nouvelle chaudière plus performante pour diminuer la consommation d'eau fin 2024/début 2025. Par manque de données quantifiées, la lecture du PSH permet difficilement de mesurer les efforts menés. Il n'est pas basé sur des relevés hebdomadaires et présente des manquements, incohérences et/ou des doutes qu'il convient de lever. Le document : <ul style="list-style-type: none">- ne met pas en corrélation la consommation en eau avec l'activité du site. Il ne présente pas le ratio consommation/activité (m³/t ou m³/km), indicateur à mettre en évidence pour constater l'amélioration du process,- indique deux informations incohérentes :<ul style="list-style-type: none">* un taux de répartition à 50/50 pour la consommation TAR/chaudière pour un volume total de 12000m³* une consommation de 12000m³ dédiée au refroidissement- ne présente pas le détail de la consommation de la chaudière,- indique que la consommation d'eau sanitaire est de 45m³/an, chiffre qu'il conviendra de justifier et le cas échéant, de corriger,- n'indique pas les actions menées pour réduire la consommation en eau (des recherches de fuites ont-elles été menées ?)- n'indique pas le volume rejeté. Ce dernier doit pourtant être en lien avec le dimensionnement de la purge TAR. En l'état, le PSH n'est pas recevable. L'exploitant doit procéder à son amélioration avant le prochain étiage sans quoi la demande d'exemption sera rejetée. La démonstration que les besoins en eau ont été réduits au minimum via le PSH est donc insuffisante et ne permet pas d'adapter les

restrictions prévues dans l'arrêté cadre sécheresse du 18 avril 2023. **Par conséquent et en l'absence d'éléments justificatifs complémentaires, en cas de sécheresse, l'exploitant devra réduire ses prélèvements sur le réseau d'alimentation en eau potable (dont le prélèvement est réalisé au niveau de la Loire (Fleuve Loire Amont)) de 25% en alerte, 50% en alerte renforcée et arrêt en crise.**

Pour pouvoir démontrer que ses besoins en eau pour le procédé ont été réduits au minimum, l'exploitant doit compléter son PSH et si nécessaire engager des actions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Utiliser les relevés hebdomadaires pour établir le PSH,
- Reprendre le PSH en le complétant, levant les incohérences et doutes,
- Transmettre les justificatifs de pondération de la répartition de la consommation en eau ,indiquée dans le PSH 50 % TAR/50 % chaudière
- Comparer l'exploitation aux meilleures techniques disponibles en matière gestion de l'eau (BREF système de refroidissement et polymères),
- Poursuivre les investigations pour tendre vers une utilisation de l'eau au sein du process de façon efficace, économe et durable. La consommation en eau doit être réduite au maximum notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable,
- Établir et communiquer à l'inspection les conclusions au regard de la consommation en eau suites aux nouvelles informations renseignées : amélioration réelle de la consommation en fonction de l'activité, détail des consommations par type d'utilisation, conclusion en lien avec les exigences réglementaires, plan d'action...etc.

Recommandation :

- Mettre en place des sous-compteurs permettant de distinguer l'alimentation en eau des TAR de celle de la chaudière. Cela permettra de justifier la pondération de la répartition de la consommation en eau indiquée dans le PSH 50/50 (TAR/chaudière) ainsi que de mieux maîtriser le process et de pouvoir connaître les leviers d'actions pour l'économie d'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions
Prescription contrôlée : Article 1 1. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. Article 3 Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : [...] 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
Constats : Le site est concerné par les installations visées par l'article 1 de l'arrêté du 30/06/2023. Ce dernier est applicable au site du fait des 12 000m ³ annuels prélevés dans le cadre du process industriel. Toutefois, l'article 5 de l'arrêté cadre départemental du 21/05/2025 précise : « Pour les ICPE entrant dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé, en application de l'article 5, les objectifs de réduction définis au I de l'article 2 de l'arrêté ministériel et les exemptions listées à l'article 3 du même arrêté sont remplacés par ceux définis en annexe 5 du présent arrêté. Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel restent applicables. » Ainsi, bien que l'exploitant indique avoir réduit ses prélèvements d'au moins 20 % depuis le 1 ^{er} janvier 2018, il ne peut prétendre bénéficier des cas d'exemption prévues au 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023. Il ne peut bénéficier que des cas d'exemption visés par l'arrêté préfectoral du 21/05/2025 (Dans ce contexte, il s'est d'ailleurs engagé dans la mise en place d'un PSH).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2025, article DT-25-0299
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - exemption au cadre régional
Prescription contrôlée : Annexe n°5 "Mesures de restriction des usages de l'eau" de l'arrêté cadre sécheresse en vigueur. Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production. Pour les ICPE, des informations détaillées sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes.
Constats : Au niveau local, l'arrêté cadre sécheresse de la Loire s'applique, la zone dans laquelle se situe l'établissement était au niveau vigilance le jour de l'inspection. La sobriété de l'entreprise ne peut pas être constatée bien que des actions aient été menées, le plan de sobriété hydrique n'est pas recevable en l'état (cf constat n°5). Il est alors impossible d'accepter une adaptation partielle des restrictions locales : 25 %/50 %/arrêt % en alerte/alerte renforcée/crise. Ces dernières s'appliqueront au prochain étiage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Sécheresse - respect des restrictions applicables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2025, article annexe 5
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - respect des restrictions applicables
Prescription contrôlée : Annexe n°5 Mesures de restriction des usages de l'eau. Les tableaux en annexe 5 définissent les mesures de restrictions ou de suspensions adaptées à chaque situation en fonction du niveau de gravité de l'épisode de sécheresse. Pour les ICPE entrant dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé, en application de l'article 5 (<i>L'autorité administrative compétente en matière de police des installations classées peut adapter les dispositions du présent arrêté aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2 ou en modifiant la liste des installations, des exploitants ou des pourcentages mentionnés à l'article 3 et adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.</i>), les objectifs de réduction définis au I de l'article 2 de l'arrêté ministériel et les exemptions listées à l'article 3 du même arrêté sont remplacés par ceux définis en annexe 5 du présent arrêté. Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel restent applicables. Annexe 5 ACS du 21 mai 2025 : Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production. Pour les ICPE, des informations détaillées sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes
Constats : À la date du jour de l'inspection, le niveau de gravité en vigueur était le niveau de vigilance. L'exploitant a démontré qu'il sait comment accéder à l'information. Les milieux de prélèvements sont identifiés et connus. L'eau est principalement utilisée sur site pour des usages de process. Aucune restriction d'eau n'a été appliquée cet été malgré le passage en alerte de la zone « Fleuve Loire Amont » dès le début du mois de juillet 2025 (A cette date, l'exploitant n'avait pas demandé une exemption via PSH, et depuis, la visite objet du présent rapport a montré son insuffisance). Les mesures prises pour la réduction du volume prélevé sont des mesures structurelles (changement chaudière) mais bien que le volume prélevé ait été diminué d'année en année aucun ratio n'indique l'amélioration de la gestion de l'eau au sein du process. Le process de refroidissement nécessite plus du double de volume d'eau pour son fonctionnement en période estivale en regard de la période hivernale. Pour l'année 2025, il n'est pas possible de statuer étant donné le manque d'information.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - relever la consommation d'eau de manière hebdomadaire, - transmettre la consommation 2025, - évaluer les économies d'eau réalisées sur les périodes estivales au fil des années.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - respect des déclarations applicables
Prescription contrôlée : IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : A la date de la visite objet du présent rapport, le niveau maximum de gravité atteint pour la zone dans laquelle est implanté l'exploitant est "alerte". Ainsi, l'exploitant n'a pas été soumis à la déclaration hebdomadaire obligatoire prévue par le présent point de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2021, article 7.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques		
Prescription contrôlée :		
Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Constats :		
<p>L'exploitant présente un rapport de mesures de niveaux acoustiques du 01/10/2024 réalisé par un prestataire externe à l'entreprise. Les mesures de niveaux sonores ont été réalisées le 30/09/2024.</p> <p>L'exploitant indique que le nouveau point de mesure en ZER (n°LP3) a été mis en place suite à une plainte d'une riveraine de la maison de retraite voisine en 2024.</p> <p>L'exploitant indique avoir changé les courroies des deux unités de TAR car elles génèrent un crissement. Par ailleurs, il fait part de sa volonté de changer désormais les courroies de manière régulière en prévention de leur vieillissement.</p> <p>Cette action n'a pas pour autant permis d'obtenir des résultats conformes à la réglementation en vigueur. Le rapport présente un dépassement de 7dB par rapport au niveau ambiant en période nocturne au niveau d'un des points de mesure situé côté maison de retraite.</p> <p>L'exploitant doit établir et transmettre un nouveau plan d'action pour remettre en conformité les installations au regard du niveau sonore émis et réaliser de nouvelles mesures afin de s'assurer que son ICPE respecte les niveaux sonores réglementaires.</p>		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :		
<ul style="list-style-type: none">- Établir et transmettre un plan d'action pour remettre en conformité les installations au regard du niveau sonore émis,- Réaliser de nouvelles mesures.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 6 mois		

N° 11 : Prévention de la légionellose

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 9.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des TARs : Valeur Limites de rejet

Prescription contrôlée :

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, ou de tout texte s'y substituant, relatif aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2921 s'appliquent.

L'inspection des installations classées peut à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement. Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques sont réalisés selon les dispositions réglementaires en vigueur.

Constats :

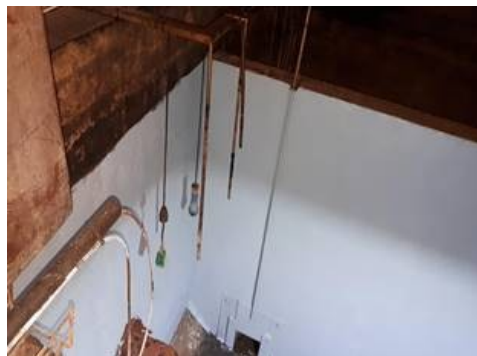
Un contrôle inopiné a été demandé par l'inspection début 2025. L'exploitant s'est rapproché d'un prestataire agréé pour réaliser le contrôle. Les résultats des mesures qui ont été menées en février 2025 sont conformes à la réglementation en vigueur (arrêté ministériel 2921 pour les ICPE soumises à enregistrement).

Depuis la dernière inspection, l'exploitant a transmis des photos des travaux engagés. Il a en 2021 :

- mis en place des tuyauteries « PVC pression » en remplacement d'une grande partie des tuyauteries acier existantes afin de limiter la présence de corrosion,



- posé un revêtement dans la cuve de 60m3 permettant de limiter les dépôts.



En effet, la corrosion favorise le développement des bactéries. Aussi, plus la quantité de chlore injectée est grande et plus l'installation est corrodée. L'exploitant indique que lutter contre la corrosion va permettre de baisser de façon significative la quantité de chlore et donc de baisser

<p>les substances AOX et THM.</p> <p>L'exploitant avait annoncé qu'un investissement avait été planifié en 2022 afin de réaliser un traitement par filtration et par électrolyse. Il doit fournir la preuve de la réalisation de ces travaux.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique que c'est un prestataire externe qui est en charge de la gestion des TARs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- Fournir la preuve de la réalisation des travaux de mise en place d'un traitement par filtration et par électrolyse sur le dispositif TAR.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R512-68
Thème(s) : Situation administrative, Nom exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Pour les installations prévues à l'article R. 512-55, la déclaration est accompagnée d'un justificatif de réalisation du dernier contrôle périodique. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.
Constats : L'exploitant indique que la société NEXANS a été rachetée par LINXEO en début d'année. Il n'en a pas fait la déclaration au préfet dans le mois qui a suivi la prise en charge de l'exploitation. L'inspection rappelle la prescription sus-citée à laquelle les ICPE sont soumises. Par ailleurs, toute autre modification à minima notable doit être portée à connaissance du préfet en amont de sa réalisation conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Transmettre à madame la préfète de la Loire la déclaration officielle du changement d'exploitant accompagnée d'une description des modifications apportées aux conditions d'exploitations (impacts sur l'activité ICPE, évolution des nuisances, etc...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 13 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, foudre
Prescription contrôlée : L'analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement a été réalisée en 2013 (rapport du 24 mai 2013) et identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. [...]
Constats : Suite à la non-conformité constatée lors de la précédente inspection de 2021, l'exploitant présente un dossier d'ouvrage concernant les travaux de remise en conformité de l'ICPE au regard de l'étude foudre qui avait été menée en 2013.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Transmettre le rapport de contrôle foudre qui devait être réalisé fin 2021, à l'issue des travaux de mise en conformité des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois